Accusé de réception en préfecture 078-217803568-20250331-2025-012-DE Date de télétransmission : 02/04/2025 Date de réception préfecture : 02/04/2025

Arrondissement de

RAMBOUILLET

...... Canton de

CHEVREUSE -----

2025-012

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de

MAGNY-LES-HAMEAUX

Date de convocation

21 Mars 2025

Date d'affichage de convocation 21 Mars 2025

Nombre de conseillers

En exercice: 29

Présents: 20

Votants: 29 L'An, Deux Mille Vingt-Cinq,

Le 31 mars,

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, retransmise sur les réseaux sociaux de la commune, en salle du Conseil Municipal à Magny-les-Hameaux, sous la présidence de Monsieur Bertrand HOUILLON, Maire.

Bertrand HOUILLON, Frédérique DULAC, Tristan JACQUES, Etaient présents: Laurence RENARD, Roberto DRAPRON, Emilie STELLA, Magali DOUSSE, Jean TANCEREL, Brigitte BOUCHET, Denis GUYARD, Raymond BESCO, Yolande GROBON, Fabienne BELLIN-WEILL, Denis VERGNIAULT, RENARD, MOALLA. Chrystèle GUILLARD, Charles Nicolas LARGESSE, Anne DEUDON, Stéphane BOUCHARD.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents ayant donné pouvoir : Arnaud BOUTIER à Denis VERGNIAULT

Eliane GOLLIOT à Yolande GROBON Patrick MARQUET à Denis GUYARD Guérigonde HEYER à Slimane MOALLA Salem LABRAG à Chrystèle GUILLARD Isabelle SALOMÉ à Fabienne BELLIN-WEILL Etienne DERVYN à Raymond BESCO Caroline LIGNOUX à Anne DEUDON Benoît TOULLEC à Stéphane BOUCHARD

Madame Frédérique DULAC a été élue Secrétaire de séance.

Date de la séance :

Le Conseil Municipal,

31 MARS 2025

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Obiet: Tableau des effectifs des apprentis

VU la loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le Code du travail, dans le secteur public,

VU la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment le III de son article 18 et son article 63,

VU le décret n° 2020-478 du 24 avril 2020 relatif à l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,

CONSIDÉRANT que l'apprentissage permet à des personnes d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration,

CONSIDÉRANT que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre,

Accusé de réception en préfecture 078-217803568-20250331-2025-012-DE Date de télétransmission : 02/04/2025 Date de réception préfecture : 02/04/2025

CONSIDÉRANT que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui,

Le Maire propose au Conseil Municipal de modifier le tableau des contrats apprentissage au titre de l'année 2025/2026,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Article 1: FIXE le tableau des contrats apprentissage de la manière suivante :

Service	Nombre de postes	Diplôme préparé
Petite Enfance	1	CAP Accompagnement Educatif Petite Enfance
Espaces verts	1	BP Travaux Aménagements Paysagers
Enfance	- 1	BAC PRO Animation
Centre social	1	Formation diplômante employé administratif et d'accueil

 Article 2: AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis, auxquels désormais le CNFPT participe financièrement.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait conforme

Mise en ligne sur le site internet de la ville le : 0 2 AVR. 2025

Certifiée exécutoire le : 0 2 AVR. 2025

Le Maire

B. HOUILLON

Le Secrétaire de Séance

F. DULAC

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et/ou de notification (articles R421-1 à R421-7 du Code de Justice Administrative).